



Fédération Syndicale Unitaire

*Education Nationale, Enseignement Supérieur, Recherche,
Jeunesse et Sports,
Protection Judiciaire de la Jeunesse...*

**Parents, enseignants, chercheurs,
personnels de l'éducation...**

Ensemble,

construisons

un autre avenir pour tous les jeunes

refusons

la régression programmée par ce gouvernement

**Réduire l'éducation,
c'est brader l'avenir ...**

Exigeons une politique ambitieuse qui permette la réussite de tous, qui assure l'égalité de traitement de tous les élèves sur l'ensemble du territoire, qui dote tous les élèves d'une culture commune leur permettant de s'affirmer comme citoyens, qui donne les moyens d'aider les élèves dès que les difficultés apparaissent !

Non

**aux suppressions de postes,
aux baisses des recrutements,
à la précarité !**

2009

ne sera pas l'année des soldes du Service Public !

A l'heure où la crise financière se double d'une crise économique aggravant la situation de l'emploi et la précarité, accentuant les inégalités sociales, le gouvernement poursuit ses attaques contre le Service Public :

Dans l'éducation, il maintient la suppression de milliers d'emplois d'enseignants (13 500 en 2009, s'ajoutant aux 11 200 de l'an dernier). Il dégrade les conditions de travail des élèves et des personnels, met en concurrence les établissements et les élèves en « libérant » la carte scolaire, abandonne l'éducation prioritaire, affaiblit l'école maternelle, diminue les horaires de cours et renvoie l'aide en dehors du temps scolaire, supprime des postes en réseaux d'aide, menace les formations professionnelles, accentue le tri social.

Dans tous les services publics, il réduit les missions et les effectifs de personnels, menaçant les conditions de vie et de scolarité de milliers de jeunes. Il privilégie la répression à la prévention et à l'éducation.

La mobilisation a permis d'obtenir de premiers reculs (report de la réforme Darcos du lycée, maintien de 1 500 postes RASED) mais le gouvernement ne renonce pas pour autant à ses choix éducatifs réactionnaires.

Refuser la fatalité de l'échec, c'est démocratique.

Alors que pour réussir dans leur vie personnelle, sociale et professionnelle, tous les enfants et les jeunes auront besoin de maîtriser des connaissances solides pour comprendre et agir sur un monde de plus en plus complexe, le gouvernement met en place un système éducatif à plusieurs vitesses qui propose moins d'école, et donc moins d'avenir, à une partie de la jeunesse.

On le sait bien, tous les élèves n'ont pas le même rapport à l'école et aux apprentissages. Les difficultés familiales, économiques ou sociales perturbent leurs conditions de vie et leur scolarité.

Des effectifs surchargés aggravent les difficultés d'apprentissage. A l'inverse, travail en petits groupes, aides, tutorat, dédoublement de classes, expérimentations, échanges, concertation des équipes, innovations, formation... favorisent la réussite des élèves.

Créer les conditions de la réussite de tous, c'est possible.

De la maternelle à l'enseignement supérieur, cela impose un nouvel effort budgétaire, des programmes et des modes d'organisation repensés, des personnels mieux formés :

un développement de la scolarisation en toute petite section de maternelle,
partout des dotations qui permettent plus de maîtres ,
des RASED,
des dédoublements,
du travail en petits groupes,
du soutien,
du temps de concertation,
des équipes pluriprofessionnelles complètes (CPE, surveillants, COPsy, assistantes sociales, infirmières, médecins, psychologues...),

et des classes moins chargées .

Parce que nous refusons

**Une école qui trie, stigmatise et exclut une partie de la jeunesse,
Le pilotage de la scolarité obligatoire par un « socle commun » réducteur,
La mise en concurrence des établissements et le renforcement des inégalités,
La dégradation des conditions de travail des élèves et des personnels,
Une culture de la « performance » qui nie les dimensions humaines de l'éducation
Le désengagement de l'État et l'éclatement du service public
Les suppressions de postes (enseignants, administratifs...)**

Nous exigeons

L'annulation des suppressions d'emplois programmées pour 2009,

**Le rétablissement des postes aux concours
à la hauteur des départs à la retraite,**

**L'abandon de la généralisation des bacs pros en 3 ans
le maintien des BEP,**

Une autre réforme du lycée,

**Des équipes pluriprofessionnelles complètes
dans tous les établissements scolaires**

**Un bilan et une remise à plat des mesures dans le 1er degré :
programmes, évaluations, traitement de la difficulté scolaire ...**

Des plans de titularisation pour résorber la précarité,

L'ouverture de négociations sur les salaires et une reconstruction de la grille indiciaire.

Maternelle : un gage d'avenir

Depuis plusieurs années, les plus jeunes élèves font les frais des restrictions budgétaires notamment avec un recul important de la scolarisation des deux ans. Pourtant, la scolarisation en maternelle est un facteur de réussite, en particulier pour les enfants issus des milieux les plus défavorisés. Au delà de la socialisation, ce sont tous les apprentissages (langagiers, mathématiques, moteurs,...) menés dans le cadre d'une pédagogie spécifique, qui permettent aux enfants, en respectant leur rythme, de devenir élèves. Il est donc nécessaire d'améliorer leurs conditions d'accueil (encadrement, effectifs, matériel, locaux...) afin que l'école maternelle puisse développer toutes ces dimensions qui favorisent la réussite.

Précarité insupportable

Assistants d'éducation, vacataires, contractuels, « Emplois Vie Scolaire » (EVS) les personnels précaires sont déjà trop nombreux dans le système éducatif. Ils sont aussi très nombreux dans l'enseignement supérieur et la recherche, notamment avec la recherche financée sur contrats. Or, la volonté de non-renouvellement d'un fonctionnaire sur deux, la suppression massive de postes aux concours, l'application de la loi Libertés et Responsabilité des Universités (LRU) vont accentuer la pression sur les équipes et les individus alors qu'un service public d'éducation et de recherche nécessite des emplois et des personnels stables et qualifiés.

Réforme de l'Enseignement professionnel : à revoir !

Depuis plusieurs années des pressions convergentes s'exercent sur l'enseignement professionnel public pour réduire son périmètre et insidieusement l'apprentissage patronal se substitue aux formations professionnelles du service public, avec l'idée que certains jeunes « ne seraient pas faits pour les études », et qu'il conviendrait de les sortir du système éducatif dès le collège.

La réforme imposée dans la précipitation va restructurer profondément la voie professionnelle en se contentant de fournir le minimum de formation pour tous les jeunes afin d'accompagner des suppressions massives de postes dans les lycées. Rien n'est prêt pour permettre aux élèves, terminant cette année leur cycle en collège, de choisir correctement leur orientation : CAP ou Baccalauréat, qui va décider?

La FSU réaffirme son opposition totale à la suppression des sections de BEP et à la généralisation du Baccalauréat professionnel en 3 ans pour la rentrée 2009.

Education Prioritaire: encore indispensable

En faisant le choix de s'intéresser à quelques individus au lieu de venir en aide à tous les élèves des territoires défavorisés, la loi Fillon a renoncé de fait à la politique d'éducation prioritaire. La réforme Robien de 2006 vise ainsi à ne promouvoir qu'une minorité d'élèves jugés "méritants" ; les autres sont délaissés au sein d'établissements "vidés" de leurs meilleurs élèves par l'assouplissement de la carte scolaire. Les "réseaux ambition réussite" sont en fait des laboratoires de déréglementation (horaires, programmes, organisation pédagogique, statuts).

Une véritable relance des ZEP s'impose de toute urgence pour viser la réussite de tous et améliorer notablement les conditions d'étude des élèves et de travail des personnels.

RASED, pour la lutte contre l'échec scolaire

La mobilisation a obligé le ministre à réduire de moitié le nombre de postes d'enseignants spécialisés qu'il comptait supprimer... Avec plus de 250 000 signatures, la pétition « sauvons les rased » montre que les mesures préconisées par le ministre en matière de réponse aux difficultés scolaires n'étaient ni pertinentes, ni crédibles !

L'école veut garder ses enseignants spécialisés formés, en nombre suffisant et travaillant en réseau !

Désengagement de l'État : contre l'égalité et la démocratisation

A travers la politique de la ville et les dispositifs qui l'accompagnent tels les équipes de réussite éducatives, l'État organise l'externalisation du traitement de l'échec scolaire au détriment des personnels formés et qualifiés remplissant déjà ces missions dans les établissements scolaires.

Formation des enseignants : dans la précipitation

Parce qu'il s'agit d'un enjeu essentiel pour l'avenir, nous voulons une élévation du niveau de formation et de qualification des enseignants, mais la réforme de la formation des maîtres et des concours, imposée par les ministères de l'Education et de l'Enseignement Supérieur dans des délais intenable, pose de nombreux problèmes soulignés par l'ensemble des acteurs et formateurs de tous statuts, comme par les instances universitaires.

La FSU exige l'ouverture, sans plus tarder, de discussions sur tous les points problématiques de la réforme ; elle demande le report des nouveaux concours à la session 2011 et des mesures transitoires pour la masterisation, une large réflexion pour obtenir une formation réellement professionnalisante, et une augmentation significative des recrutements en 2009.

Réforme du lycée

Le recul de Darcos sur son projet de réforme des voies générales et technologiques du lycée doit être l'occasion d'imposer, ensemble, une autre politique éducative pour le second degré, conjuguant ambition pour les jeunes et lutte contre les inégalités sociales avec investissement de la société dans l'éducation et la formation.

Nous voulons un lycée diversifié et ouvert à toutes les dimensions de la culture, qui accueille plus de jeunes, les amène à une qualification reconnue au niveau IV (baccalauréat) et les prépare à des poursuites d'études.

Enseignement supérieur et Recherche

Les personnels des universités et des organismes de recherche sont en colère, les protestations s'amplifient : grève administrative, pétitions, manifestations, lettre à Sarkozy de la Conférence des Présidents d'Université, tribunes dans la presse

Outre un décret revenant sur le statut des enseignants chercheurs qui vise à individualiser et alourdir leurs charges de travail, la mise en place de primes à la tête du client pour tous, les personnels doivent faire face à la réforme de la formation des enseignants, à l'adaptation de la recherche aux besoins immédiats par le démantèlement des organismes de recherche (CNRS) et par le pilotage étroit de la recherche (Agences, INSERM), ainsi qu'à la mise en cause des formations professionnelles (IUT, IUFM, ...) et à l'impossibilité d'assurer de réelles meilleures conditions de réussite en licence

Tout ceci de pair avec des restrictions budgétaires aux établissements, des suppressions d'emplois, accompagnant la mise en œuvre de la loi LRU.

Mineurs à protéger

Les propositions de la commission Vari-nard pour réformer l'ordonnance des mineurs de 1945 ont de quoi inquiéter : elles remettent en cause les spécificités de la justice des mineurs (notamment la dimension éducative) et privilégient les solutions d'enfermement et d'emprisonnement (CEF, EPM) qui prennent déjà le pas sur les solutions éducatives.

L'Etat doit se doter d'une politique de prévention et de protection de l'enfance ambitieuse à l'Ecole et à la Justice.

Evaluations nationales CE1 et CM2 : inacceptables

4 mois après de nouveaux programmes, voici de nouvelles évaluations, qui passent de la logique de repérage des difficultés des élèves à celle de mesure des résultats. Fin janvier, les CM2 devront faire preuve de leurs acquis... dans des exercices dont la nature, le niveau, comme le codage des réussites et des échecs amènent à se demander si le but réel n'est pas de confirmer les propos du ministre, lors de ses vœux, sur les mauvais résultats de l'école ? **Dans ce contexte, rendre publics les résultats école par école ferait courir un risque de course au palmarès et de mise en concurrence des écoles...**

Jeunesse et Sports : non au démantèlement

La RGPP vient anéantir la mission d'éducation dans le domaine du sport pour tous et de l'éducation populaire. L'essentiel de la politique est désormais consacrée au sport d'élite, l'éducation populaire disparaît, le soutien à la vie associative devient anecdotique. La formation est, elle aussi, sacrifiée. Une première vague de fermetures de CREPS est décidée, l'INJEP perd sa mission de formation et son site est vendu. Les services départementaux sont dilués dans des directions interministérielles où ils assureront prioritairement des missions de contrôle, voire de contrôle social sur des populations « ciblées ».

La FSU refuse le démantèlement du service public JS, les fermetures d'établissements et les suppressions de postes. Elle exige le maintien des missions éducatives, et les moyens d'un réel soutien à la vie associative.